



Revue de Presse du Liban et du Moyen-Orient

Médiarama

Jeudi 8 août 2013
Numéro 397

Mediaramaliban@gmail.com

www.mediaramalb.wordpress.com

Titres des journaux

As Safir (nationaliste arabe)

*Israël paye le prix de sa violation...
le Liban porte plainte*

An Nahar (proche du 14-Mars)

*Israël procède à une incursion,
plainte libanaise*

Al Akhbar (quotidien libanais de gauche)

*L'embuscade de Alma: si vous
revenez nous revenons*

Al Joumhouria (propriété d'Elias Murr)

*Joumblatt prépare le terrain à un
gouvernement 8+8+8*

Al Moustaqbal (propriété de Saad Hariri)

*Hariri réitère son appel à faciliter
la formation du gouvernement*

L'Orient-Le Jour (proche du 14-Mars)

*Joumblatt se rallie à l'option d'un
cabinet du fait accompli*

Al Balad (quotidien libanais indépendant)

*Renforcement sécuritaire de la
stabilité, et tension à Tripoli*

Al Hayat (quotidien à capitaux saoudiens)

*L'Égypte annonce l'échec des
médiations et se prépare à la
confrontation*

L'événement

Bachar al-Assad assiste à la prière de la fête du fitr

L'offensive lancée par les rebelles syriens dans plusieurs régions du pays s'accompagne d'une intense campagne médiatique, ce qui montre que les derniers événements sur le terrain s'inscrivent dans le cadre d'un plan concerté mis au point par le chef des services de renseignements saoudiens, le prince Bandar Ben Sultan, comme l'écrit le quotidien libanais L'Orient-Le Jour (Voir par ailleurs).

Après la prise de l'aéroport de Minnig, près d'Alep, par des extrémistes conduits par Abou Omar le Tchetchène, et le massacre de 200 civils alaouites dans la région de Lattaquié, la guerre psychologique a succédé à l'offensive sur le terrain. Les rebelles syriens ont ainsi annoncé avoir attaqué le convoi du président Bachar al-Assad, alors qu'il se rendait à la prière de la fête du fitr, ce jeudi. Mais les autorités syriennes ont catégoriquement démenti cette nouvelle. "Concernant les informations rapportées par Al-Arabiya, je peux vous assurer qu'elles sont totalement fausses", a affirmé le ministre de l'Information Omrane al-Zohbi. "Le président est arrivé à la mosquée en conduisant sa voiture lui-même, il a assisté à la prière et salué tout le monde à la mosquée comme il le fait chaque jour quand il rencontre des gens", a-t-il ajouté. Selon lui, les informations sur une attaque sont "une projection des rêves et des illusions de certains médias et des gouvernements qui se tiennent derrière eux".

La télévision syrienne a montré des images du président syrien assistant à la prière, entouré de hauts responsables et de dignitaires religieux. Selon l'Agence France-press, le chef de l'Etat est apparu décontracté et souriant lors de la cérémonie survenue le matin. "O Dieu, accordez le succès au président Assad, pour le bien du pays", a affirmé à la fin de la prière, l'imam de la mosquée Ouns ben Malek, cheikh Ahmad al-Jazairi.

Citant un groupe de rebelles, la chaîne Al-Arabiya avait rapporté que des tirs avaient visé le convoi de M. Assad dans le secteur de Malki dans le centre de Damas, à proximité de la mosquée Anas ben Malek. L'Observatoire syrien des droits de l'Homme (OSDH) a de son côté rapporté que des obus de mortier se sont abattus jeudi matin dans la région de Malki, sans plus de détails. M. Assad a son appartement et ses bureaux dans ce quartier.

Sur le terrain, diverses sources ont indiqué que l'armée syrienne avait repris, ces dernières 48 heures, la plupart des villages et des hameaux occupés par des extrémistes, en majorité étrangers, dans la montagne de Lattaquié. La chaîne de télévision panarabe Al Mayadeen a rapporté que les troupes régulières ont pris le contrôle, dans la nuit de mercredi à jeudi, de l'observatoire stratégique d'Astraba, dans la montagne de Lattaquié. Les habitants rescapés de l'attaque rebelle ont fait état d'exécutions sommaires de civils et de viols. 200 personnes sont portées disparues.

L'Orient-Le Jour

Scarlett Haddad, journaliste libanaise proche du 8-Mars

Une source diplomatique des pays du Brics estime que les deux prochains mois devraient être violents en Syrie et incertains au Liban, la scène libanaise étant directement tributaire de ce qui se passe à Damas et dans ses environs. La source diplomatique se base, dans son affirmation, sur la récente visite du chef des renseignements saoudiens et de l'homme fort de l'Arabie saoudite, l'émir Bandar ben Sultan, à Moscou. Selon cette source, cette visite a revêtu une grande importance, même si elle a quasiment abouti à un échec. Selon des rapports diplomatiques cités par cette source, l'émir saoudien a tenté, au cours de ses entretiens avec les responsables russes, dont le président Vladimir Poutine, de convaincre ses interlocuteurs de renoncer à appuyer le régime syrien. Il leur aurait ainsi expliqué que l'Arabie saoudite est en train de reprendre l'initiative dans la région du Moyen-Orient, notamment avec le changement en douceur à la tête du Qatar et la quasi-neutralisation de la diplomatie de l'émirat dans la région, qui dérangeait de plus en plus Riyad, et surtout avec le renversement du pouvoir en Égypte et la mise à l'écart du président issu de la confrérie des Frères musulmans. De même, le frère de l'émir Bandar est en poste en Jordanie et fait pression sur le roi Abdallah II pour le contraindre à sortir de sa neutralité vis-à-vis de la Syrie, tout comme l'émir Bandar se considère assez influent en Turquie, qui laisse passer les nouvelles armes envoyées aux rebelles syriens. Il a donc proposé aux responsables russes de renoncer à appuyer le président Assad pour pouvoir trouver ensuite une solution qui arrangerait toutes les parties concernées et tiendrait compte des intérêts de la Russie.

Selon la source du Brics, les dirigeants russes n'auraient pas été convaincus par cette théorie, tout comme les Européens n'ont pas été convaincus par l'émir Bandar d'armer les rebelles syriens (avant Moscou, il s'était rendu à Berlin et dans d'autres capitales européennes), bien qu'il ait assuré que cette fois les armes n'iraient pas aux extrémistes d'el-Qaëda.

La source diplomatique du Brics estime ainsi que face à l'échec de sa tentative de rallier la Russie et l'Europe à son projet, le puissant émir Bandar aurait décidé de lancer une offensive déterminante en Syrie contre les forces du régime et il aurait annoncé que des résultats significatifs seraient visibles sur le terrain au cours des prochains mois. Il aurait donc décidé de créer un nouvel équilibre des forces sur le terrain en Syrie, en faveur de l'opposition, pour contraindre la Russie et ses alliés à sacrifier Assad dans le cadre de nouvelles négociations internationales. En même temps, l'émir Bandar souhaite mettre en difficulté l'Irak et le Hezbollah qui sont en train d'aider le régime d'Assad. D'où ses instructions aux parties libanaises avec lesquelles il est en contact pour les pousser à refuser tout gouvernement dans lequel participerait le Hezbollah, qui accorderait le tiers de blocage au 8 Mars et à ses alliés, et qui adopterait dans sa déclaration ministérielle la fameuse formule « armée-peuple-résistance ». Même si cela devait retarder la formation d'un nouveau gouvernement, favoriser la multiplication des incidents sécuritaires ou encore pousser vers la formation d'un gouvernement de fait accompli.

L'émir Bandar profite aussi du fait que les États-Unis se tiennent un peu en retrait dans le dossier syrien, peu soucieux d'une guerre qui pourrait se prolonger, puisque, au final, ils seront là pour les ultimes négociations. N'étant pas en mesure de régler en leur faveur le dossier syrien, les États-Unis laissent donc faire leurs alliés, tout en considérant que cette guerre syrienne est aussi en train d'épuiser leurs rivaux, notamment la Russie et l'Iran. Pour toutes ces raisons et dans ce contexte complexe, la source diplomatique du Brics précise qu'il faut s'attendre à des mois chauds en Syrie, avec des retombées limitées au Liban, car c'est sur le terrain syrien que se jouent les futures négociations internationales. En même temps, il faut tenir compte du changement en Iran et de la volonté affichée du nouveau président Hassan Rohani de se rendre à La Mecque pour le pèlerinage d'al-Adha, dans un signe d'ouverture évident à l'égard des dirigeants du royaume wahhabite, alors que la situation en Égypte, en dépit de l'appui déclaré de Riyad au nouveau président et de l'aide matérielle qu'elle lui a fournie, reste confuse.

The Wall Street Journal (Quotidien américain)

L'éventuelle chute du régime du président syrien Bachar el-Assad représente une menace sérieuse pour la sécurité des États-Unis, a déclaré Michael Morell, directeur adjoint de la CIA. Il dit que le risque consiste en ce que le gouvernement syrien actuel, qui possède des arsenaux chimiques et d'autres armements avancés, tombera et le pays deviendra un foyer de terrorisme.

Si ce scénario se réalise, la nébuleuse terroriste Al-Qaïda s'imposera dans la région, ce qui créera des inquiétudes supplémentaires aux États-Unis. Si nous n'exerçons pas des pressions sur les terroristes, ils reprendront des forces.

ILS ONT DIT...

Hussein Moussaoui, député du Hezbollah

«**Nous sommes confiants que** l'image du Hezbollah à l'étranger a préservé sa pureté dans les consciences et les cœurs des musulmans et des Arabes qui ne se sont pas ralliés aux États-Unis ni aux États du terrorisme et du chaos constructif. Quant au niveau intérieur, il est demandé aux ingrats de reconnaître que l'État, dont ils prétendent se soucier pour le marchandage de leur personne, n'aurait pas survécu sans la fidélité de la résistance et de son peuple.

Amine Gemayel, chef du parti Kataëb (14-Mars)

«**Il faut entamer un dialogue** entre toutes les composantes politiques. Le parti Kataëb est prêt à entamer un dialogue avec le Hezbollah, si ce dernier serait persuadé par la nécessité de regagner sa place au sein de l'Etat et de respecter la Déclaration de Baabda.

Talal Arslan, chef du Parti démocratique libanais (8-Mars)

«**Le gouvernement d'expédition** des affaires courantes devrait se réunir, ne serait-ce qu'une fois par mois, pour examiner les moyens de faire avancer les dossiers liés au quotidien des citoyens. Paralyser les affaires des citoyens est devenu insupportable, surtout qu'il n'y a pas de nouveau gouvernement en vue.

Jean Oghassabian, député du Courant du futur

«**Il ne faudrait pas renvoyer à** l'institution militaire la responsabilité de ce qui se passe dans la rue. C'est le Hezbollah, de par sa participation directe aux combats en Syrie, qui entraîne le pays dans le précipice.

An Nahar

Mansour craint une action "hostile d'Israël"

Le ministre des Affaires étrangères, Adnane Mansour, a affirmé que l'incursion israélienne en territoire libanais "dévoile qu'Israël envisage d'entreprendre un acte hostile contre le Liban". Le ministre a souligné que cette incursion constitue une violation de la résolution 1701 et que le Liban présentera une plainte à ce sujet au Conseil de sécurité de l'Onu.

Les évêques maronites critiquent le 8 et le 14-Mars

Les évêques maronites ont fait assumer aux deux camps politiques adverses la responsabilité de la paralysie institutionnelle. Les prélats ont appelé à la mise en place d'un nouveau gouvernement "efficace et capable d'assurer la stabilité aux plans économique, social et de la sécurité, et de prémunir le Liban contre les conséquences des guerres qui se déroulent autour de lui, en préservant sa neutralité par rapport aux conflits des axes régionaux et internationaux."

La France armera-t-elle l'Armée libanaise?

Le quotidien Ad Dyar rapporte que plusieurs Etats ont les yeux rivés sur la France pour savoir si elle fournira sans retard des armes à l'Armée libanaise. Le cas échéant, la France aura respecté ses engagements et donnera ainsi un signe aux pays concernés, tels le Royaume uni, l'Italie et l'Allemagne, quant à la nécessité d'offrir des armes à la troupe.

Dans une interview à l'agence d'information égyptienne al-Chark al-Awsat, le chef du Front de lutte nationale, le député Walid Joumblatt, s'est déclaré favorable à «un gouvernement neutre composé de technocrates, comme issue à la crise actuelle». « Si le vide est maintenu et si la formation du gouvernement reste entravée», le leader du Parti socialiste progressiste (PSP) étudiera toutes les solutions susceptibles de se présenter, «y compris la formation d'un gouvernement de fait accompli, qui soit neutre».

M. Joumblatt a conseillé au secrétaire général du Hezbollah Hassan Nasrallah de «se retirer de Syrie, parce que le compte à rebours de la fin du régime syrien a commencé, vu l'impossibilité pour le régime de réprimer le peuple syrien». «Des changements sont survenus hier sur le terrain: l'opposition a pris le contrôle d'un aéroport stratégique à Alep et mis la main sur des réserves de munitions dans une zone stratégique relevant de l'armée syrienne régulière», a-t-il indiqué. Le chef du PSP a affirmé qu'il pourrait lui-même «tendre vers l'option du gouvernement de fait accompli, sans vouloir toutefois s'aventurer ni changer ses positions actuelles». «J'ai été l'un des premiers à évoquer la nécessité d'un gouvernement d'union nationale, a-t-il déclaré. C'est ce que Tammam Salam a désigné par la formule de gouvernement d'intérêt national, assurant qu'il garantirait sa démission s'il venait à déceler l'existence d'un danger existentiel menaçant le Hezbollah. Que voulez-vous de plus?» s'est demandé Walid Joumblatt, mettant l'accent sur son entière «confiance dans le patriotisme de Tammam Salam».

S'agissant de la formation d'un cabinet de fait accompli après la fête du Fitr, comme issue à la stagnation actuelle, M. Joumblatt a précisé qu'il a «uniquement voulu tirer la sonnette d'alarme en mettant le doigt sur les blessures socio-économiques, sans préciser si le gouvernement se formera après la fête ».

En réponse à une question sur le risque d'une réédition des incidents du 7 mai 2008, au cas où un gouvernement de fait accompli serait formé, M. Joumblatt a souligné que «ce qui s'est passé le 7 mai a nui largement au Hezbollah et il n'est pas de son intérêt» de réitérer cette expérience. «Retournons à la raison afin de sortir du cycle actuel, en accordant la priorité aux doléances citoyennes», a déclaré le leader du PSP.

Al Akhbar

Ibrahim al-Amine, journaliste libanais proche de la Résistance

Suite à l'incursion des soldats israéliens vers minuit dans la région de Labbouné, une grenade, attachée à quatre charges explosives, a explosé. Une autre grenade de même type a explosé à 20 secondes d'intervalle. Les forces israéliennes ont été prises dans une embuscade qui avait été soigneusement préparée. La question qui intrigue l'ennemi consiste à savoir comment le Hezbollah a eu connaissance de cette incursion. La conclusion évidente à laquelle l'ennemi est parvenu est que la Résistance est en état d'alerte et est prête à faire face à toute violation. Cette embuscade signifie que le Hezbollah dispose d'un réseau de renseignements lui ayant permis de savoir précisément l'heure à laquelle la patrouille devait pénétrer en territoire libanais ainsi que le chemin qu'elle a emprunté, ce qui dénote, en somme, l'échec sécuritaire intolérable de l'ennemi. Cet affrontement a non seulement montré que le Hezbollah est en état d'alerte aux plans militaire et sécuritaire. Il a également reflété la détermination du parti à faire barrage à toute violation ainsi que sa disposition à s'engager dans une confrontation généralisée, dans l'hypothèse où les choses évolueraient. Le mutisme observé par les médias et les militaires israéliens concernant cet incident est à mettre sur le compte de l'embarras dans lequel se trouve Israël.

Ria Novosti (Agence de presse russe)

L'Arabie Saoudite aurait proposé aux autorités russes de renoncer à leur soutien au président syrien Bachar el-Assad, s'engageant en échange à se procurer d'armements russes et à ne pas rivaliser avec Moscou sur le marché gazier européen, rapporte l'agence Reuters.

Cette proposition a été avancée par le prince Bandar ben Sultan, secrétaire général du Conseil de sécurité national et chef des renseignements généraux d'Arabie saoudite, indique l'agence se référant à des sources anonymes au Proche-Orient et au sein de la diplomatie occidentale. Une source des pays du Golfe a indiqué à l'agence que le prince n'avait pas précisé pour quel montant son royaume envisageait de commander des armements russes. Les représentants de l'opposition syrienne, de leur côté, parlent de 15 milliards de dollars. En échange, la Russie doit abandonner le dirigeant syrien et donner son feu vert aux résolutions du Conseil de sécurité des Nations unies sur la Syrie.

La Russie et la Chine, pays détenteurs du droit de veto au Conseil de sécurité, ont bloqué plusieurs résolutions prévoyant des sanctions à l'encontre du régime syrien, craignant une réédition du "scénario libyen".